



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Contrat territorial (2018-2021) entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Programme Opérationnel 2020 - Approbation

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Le Contrat de Plan État-Région (CPER 2014-2020) et le Contrat Territorial (CT 2018-2020) constituent le cadre de négociation entre l'État, la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise en œuvre de projets structurants pour le territoire.

Le Contrat Territorial (2018-2021) conclu entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole en juillet 2019 intègre les projets du Contrat de Plan État Région financés par la Région Occitanie. L'enjeu de ces contrats est d'obtenir un effet de levier pour l'investissement local et de concentrer les investissements sur des projets stratégiques pour notre territoire. Ces contrats cadre fixent des objectifs stratégiques pluriannuels communs et font l'objet d'actions indicatives.

Concernant le Contrat Territorial approuvé par délibération n°M2019-373 du Conseil de Métropole du 23 juillet 2019, des Programmes Opérationnels (PO) sont votés annuellement par la commission permanente de la Région Occitanie et le Conseil de Métropole. Ceci a fait l'objet d'échange techniques avec les élus et les services des deux collectivités. Ils permettent de définir les crédits alloués à chaque projet en fonction de leur envergure et des échéances de réalisation.

La maîtrise d'ouvrage de ces projets est assurée par Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de la Métropole ou les partenaires de la collectivité.

Ces projets sont engagés durant l'année concernée. Les plans de financements sont prévisionnels, ils ne deviendront définitifs qu'après instruction technique des dossiers par les partenaires financiers. Ainsi l'inscription au PO ne vaut pas engagement.

Les plans de financement ne sont qu'indicatifs et doivent se rapprocher le plus possible de la réalité. Seule fait foi la décision d'attribution par les financeurs sous forme d'arrêtés attributifs de subvention ou de convention financière.

Le montant total des projets engagés en 2020 s'élève à 59 680 802 € (hors financement de 440 millions d'euros concernant la Ligne 5 de tramway en cours d'instruction), dont 15 427 053 € de financements prévisionnels par la Région Occitanie, et 16 641 568 € de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les objectifs et la mise en place du Programme Opérationnel 2020 pour les projets portés par Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de la Métropole concernées ou les partenaires de la Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 28 voix

M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOUL, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Joël RAYMOND, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Mikel SEBLIN, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150273-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PO 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.